

MALAISE

Paul Boyé : « On ne déménage pas de gaieté de cœur »

— L'issue de la table ronde de mercredi a suscité des inquiétudes au sein de la direction Boyé. « L'attitude de la CGT est de nature à remettre en cause la pérennité de l'entreprise », estime son directeur, Paul Boyé. « Mais j'aimerais que les syndicats m'aident pour que nous trouvions des solutions. Nous n'avons pas le droit de rater le coche. L'entreprise a de belles années devant elle, mais pour ça, il faut pouvoir investir. Et pour cela, il faut vendre au Mirail. Mais on ne part pas de gaieté de cœur ».

Au centre du problème, le départ programmé de l'usine sur le site du Vernet, à 17 km de Toulouse. L'unique solution, pour Paul Boyé : « J'ai prospecté partout, c'est le seul site possible. J'avais l'adhésion de tout le personnel en décembre. Les salariés disposeront d'une navette et je pense qu'en s'y mettant ensemble, il est possible d'obtenir une ligne de bus, un arrêt de TER... ». Pas convaincant du tout pour Philippe Moitry, de l'interprofessionnelle CGT : « Si l'usine part au Vernet, M. Boyé doit comprendre que 20 à 30 personnes démissionneront car elles ne seront pas en mesure de s'y rendre. Déjà, cela m'étonnerait que les navettes fonctionnent longtemps, et puis, imaginez, en pleine journée, il faut récupérer un gosse malade à l'école... on fera venir la navette ? non, il faut rester sur l'agglomération ». Entre la direction, qui a engagé des

procédures de restructuration sans doute nécessaires, mais surtout irréversibles, et les syndicats, qui estiment que le déménagement lui serait aussi préjudiciable, le dialogue peine à s'établir. Yvette Benayoun-Nakach, présente à cette table ronde, ne veut blâmer personne : « Je suis le dossier depuis longtemps, et je pense pouvoir dire que Paul Boyé a fait preuve de persévérance auprès de la mairie pour trouver des solutions. Je ne sais pas si cette dernière a fait le maximum pour l'aider à trouver un terrain, mais le fait d'avoir fixé un nouveau rendez-vous après une assemblée aussi houleuse nous évite à tous de repartir bredouilles ».

Du côté de la CGT, on s'interroge également sur les propos de Jean-Pierre Lloret rapportés hier : « Nous aimerions savoir comment l'adjoint au maire peut douter de notre représentativité par rapport aux salariés de l'usine. Car nous le sommes pour plus de 90 % d'entre eux. Cela dit, je pense que la mairie peut encore nous aider à rester dans l'agglomération ». Paul Boyé attend lui cette échéance avec inquiétude. Selon lui, « la communauté d'agglomération n'a pas le pouvoir d'aider son entreprise ». Un dilemme qui devra trouver une réponse le plus tôt possible, dans l'intérêt de tous. En attendant, rapporte-t-on de part et d'autre, les salariés travaillent depuis une dizaine de jours dans un certain malaise. ■

Julien MOLLEREAU